



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.EIA/AC.1/2003/3/Rev.1
20 décembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de
l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière

Groupe de travail spécial du Protocole relatif à l'évaluation
de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques
(Huitième session, Genève, 30 janvier 2003)
(Point 3 de l'ordre du jour provisoire)

**PROJET DE PROTOCOLE RELATIF À L'ÉVALUATION DE L'IMPACT
SUR L'ENVIRONNEMENT DES DÉCISIONS STRATÉGIQUES**

Établi par le Bureau avec le concours du secrétariat

Les Parties au présent Protocole,

Reconnaissant qu'il est important de tenir compte de l'environnement, y compris de la santé, lors de la préparation et de l'adoption des plans, des programmes et, selon qu'il convient, des politiques et des textes de loi,

Résolues à promouvoir un développement durable et se fondant en conséquence sur les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992, en particulier sur les principes 4 et 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et sur le programme Action 21, ainsi que sur les résultats de la troisième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé (Londres, 1999) et du Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002),

Gardant à l'esprit la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière adoptée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991 et la décision II/9 des Parties réunies à Sofia les 26 et 27 février 2001, concernant l'établissement d'un protocole juridiquement contraignant relatif à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques,

Reconnaissant que l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques devrait jouer un rôle important dans la préparation et l'adoption des plans, des programmes et, selon qu'il convient, des politiques et des textes de loi et que l'application plus large des principes régissant cette évaluation aux plans, aux programmes, aux politiques et aux textes de loi aura pour effet de renforcer encore l'analyse systématique de leurs effets importants sur l'environnement,

Prenant note de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement adoptée à Aarhus (Danemark) le 25 juin 1998, et prenant note des paragraphes pertinents de la Déclaration de Lucques adoptée par la première Réunion des Parties à cette Convention,

Considérant par conséquent qu'il est important de garantir la participation du public à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques,

Conscientes des avantages qui en découleront pour la santé et le bien-être des générations actuelles et futures si la nécessité de protéger et d'améliorer la santé des personnes est prise en compte en tant que partie intégrante de l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques et prenant en considération les travaux dirigés par l'Organisation mondiale de la santé à cet égard,

Sachant qu'il est nécessaire et important de renforcer la coopération internationale aux fins de l'évaluation des effets transfrontières sur l'environnement, y compris sur la santé, des plans et programmes envisagés et, selon qu'il convient, des politiques et textes de loi envisagés,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

OBJET

Le présent Protocole a pour objet d'assurer un degré élevé de protection de l'environnement, y compris de la santé:

- En veillant à ce que les considérations environnementales, y compris celles qui intéressent la santé, soient entièrement prises en compte dans l'élaboration des plans et des programmes;
- En contribuant à la prise en considération des préoccupations relatives à l'environnement, y compris à la santé, dans l'élaboration des politiques et des textes de loi;
- En établissant des procédures claires, transparentes et efficaces d'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques;
- En assurant la participation du public à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques; et
- En intégrant, par ces moyens, les préoccupations relatives à l'environnement, y compris à la santé, aux mesures et instruments destinés à promouvoir le développement durable.

Article 2

DÉFINITIONS

Aux fins du présent Protocole,

1. Le terme «Convention» désigne la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;
2. Le terme «Partie» désigne, sauf indication contraire, une Partie contractante au présent Protocole;
3. L'expression «Partie d'origine» désigne la (ou les) Partie(s) au présent Protocole sous la juridiction de laquelle (ou desquelles) il est envisagé d'élaborer un plan ou un programme;
4. L'expression «Partie touchée» désigne la (ou les) Partie(s) au présent Protocole susceptible(s) d'être touchée(s) par les effets transfrontières sur l'environnement, y compris sur la santé, d'un plan ou d'un programme;
5. L'expression «plans et programmes» désigne les plans et programmes ainsi que les modifications y relatives, qui
 - a) Sont prescrits par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives; et
 - b) Font l'objet d'un processus d'élaboration et/ou d'adoption par une autorité ou sont élaborés par une autorité aux fins d'adoption, suivant une procédure formelle, par le parlement ou le pouvoir exécutif;
6. L'expression «évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques» désigne l'évaluation des effets probables sur l'environnement, y compris sur la santé, qui comprend la délimitation du champ d'un rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement et son élaboration, la mise en œuvre d'un processus de participation du public et de consultations, la prise en compte du rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement et des résultats du processus de participation du public et des consultations dans un plan ou un programme;
7. L'expression «effet sur l'environnement, y compris sur la santé» désigne tout effet sur l'environnement, y compris sur la santé de l'homme, la flore, la faune, la diversité biologique, les sols, le climat, l'air, l'eau, les paysages, les sites naturels, les biens matériels, le patrimoine culturel et l'interaction entre ces facteurs;
8. Le terme «le public» désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou à la coutume du pays, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes.

Article 3

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Chaque Partie prend les mesures législatives, réglementaires et autres nécessaires pour appliquer les dispositions du présent Protocole dans un cadre précis et transparent.
2. Chaque Partie tâche de faire en sorte que les agents et les autorités aident le public et lui donnent des conseils dans les domaines visés par le présent Protocole.
3. Chaque Partie accorde la reconnaissance et l'appui voulus aux associations, organisations ou groupes qui œuvrent en faveur de la protection de l'environnement, y compris de la santé, dans le contexte du présent Protocole.
4. Les dispositions du présent Protocole ne portent pas atteinte au droit des Parties de maintenir ou d'adopter des mesures supplémentaires à l'égard des questions visées par le présent Protocole.
5. Chaque Partie œuvre en faveur des objectifs du présent Protocole dans les processus décisionnels internationaux pertinents et dans le cadre des organisations internationales compétentes.
6. Chaque Partie veille à ce que les personnes qui exercent leurs droits conformément aux dispositions du présent Protocole ne soient en aucune façon pénalisées, persécutées ou soumises à des mesures vexatoires parce qu'elles agissent ainsi. La présente disposition ne porte nullement atteinte au pouvoir des tribunaux nationaux d'accorder des dépens d'un montant raisonnable à l'issue d'une procédure judiciaire.
7. Dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes du présent Protocole, le public a la possibilité d'exercer ses droits sans discrimination fondée sur la citoyenneté, la nationalité ou le domicile et, dans le cas d'une personne morale, sans discrimination concernant le lieu où elle a son siège officiel ou un véritable centre d'activité.

Article 4

CHAMP D'APPLICATION CONCERNANT LES PLANS ET PROGRAMMES

1. Chaque Partie veille à ce qu'une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques soit effectuée pour les plans et programmes visés aux paragraphes 2, 3 et 4 qui risquent d'avoir des effets importants sur l'environnement, y compris sur la santé.
2. Une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques est effectuée pour les plans et programmes qui sont élaborés pour l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'énergie, le secteur de l'industrie, y compris les industries extractives, les transports, le développement régional, la gestion des déchets, la gestion de l'eau, les télécommunications, le tourisme, l'urbanisme et l'aménagement du territoire ou l'affectation des terres, et qui fixent le cadre dans lequel devra s'inscrire la procédure d'autorisation des projets énumérés à l'annexe I, ainsi que [de tout autre projet énuméré à l'annexe II qui doit faire l'objet d'une évaluation de l'impact sur l'environnement au titre de [ainsi qu'il est prévu dans] la législation nationale

[relative à l'évaluation de l'impact sur l'environnement et qui n'est pas énuméré à l'annexe I]]
[des projets énumérés à l'annexe II].

3. Pour les plans et programmes autres que ceux auxquels s'applique le paragraphe 2 et qui fixent le cadre dans lequel devra s'inscrire la procédure d'autorisation de projets, une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques est effectuée si une Partie en décide ainsi conformément au paragraphe 1 de l'article 5.
4. Pour les plans et programmes visés au paragraphe 2 qui déterminent l'affectation de petites surfaces au niveau local et les modifications mineures relatives aux plans et programmes visés au paragraphe 2, une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques n'est effectuée que si une Partie en décide ainsi conformément au paragraphe 1 de l'article 5.
5. Le présent Protocole ne s'applique pas aux plans et programmes suivants:
 - a) Les plans et programmes élaborés uniquement à des fins de défense nationale ou de protection civile;
 - b) Les plans et programmes financiers ou budgétaires.

Article 5

SÉLECTION

1. Chaque Partie établit si les plans et programmes visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4 sont susceptibles d'avoir des effets importants sur l'environnement soit en procédant à un examen au cas par cas, soit en désignant des types de plans et programmes, soit encore en combinant les deux démarches. Pour ce faire, chaque Partie tient compte, dans tous les cas, des critères exposés à l'annexe III.
2. Chaque Partie veille à ce que les autorités responsables de l'environnement et de la santé visées au paragraphe 1 de l'article 9 soient consultées dans le cadre de l'application des procédures visées au paragraphe 1.
3. Selon qu'il convient, chaque Partie tâche de donner au public concerné la possibilité de participer à la sélection des plans et programmes au titre du présent article.
4. Chaque Partie veille à ce que les conclusions auxquelles elle aboutit au titre du paragraphe 1, y compris les motifs pour lesquels une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques n'est pas requise, soient mises à la disposition du public en temps voulu, par voie d'un avis au public ou par d'autres moyens appropriés, y compris des médias électroniques.

Article 6

DÉLIMITATION DU CHAMP DE L'ÉVALUATION

1. Chaque Partie adopte des dispositions aux fins de déterminer les informations pertinentes à consigner dans le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement conformément au paragraphe 2 de l'article 7.
2. Chaque Partie veille à ce que les autorités responsables de l'environnement et de la santé visées au paragraphe 1 de l'article 9 soient consultées au moment de déterminer les informations pertinentes à consigner dans le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement.
3. Selon qu'il convient, chaque Partie tâche de donner au public concerné la possibilité de participer au processus visant à déterminer quelles sont les informations pertinentes à consigner dans le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement.

Article 7

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Pour les plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques, chaque Partie veille à ce qu'un rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement soit élaboré.
2. Le rapport détermine, décrit et évalue, conformément à la délimitation du champ effectuée au titre de l'article 6, les effets importants probables sur l'environnement, y compris sur la santé, de l'application du plan ou du programme et des solutions de remplacement raisonnables. Il comprend les informations spécifiées à l'annexe IV qui peuvent être raisonnablement requises, compte tenu:
 - a) De l'état des connaissances et des méthodes d'évaluation actuelles;
 - b) Du contenu et du degré de détail du plan ou du programme et de l'état d'avancement du processus décisionnel;
 - c) De l'intérêt du public; et
 - d) Des besoins d'information de l'organe décisionnaire.
3. Chaque Partie veille à ce que les rapports d'évaluation de l'impact sur l'environnement aient la qualité voulue pour satisfaire aux prescriptions du présent Protocole.

Article 8

PARTICIPATION DU PUBLIC

1. Chaque Partie veille à ce que le public ait la possibilité de participer de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible, lorsque toutes les options sont encore envisageables, à l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques concernant les plans et programmes.

2. Chaque Partie veille à ce que, par des médias électroniques ou d'autres moyens appropriés, le projet de plan ou de programme et le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement soient mis à la disposition du public en temps voulu.
3. Chaque Partie veille à ce que le public concerné, y compris les organisations non gouvernementales intéressées, soit déterminé aux fins des paragraphes 1 et 4.
4. Chaque Partie veille à ce que le public visé au paragraphe 3 ait la possibilité de donner son avis sur le projet de plan ou de programme et le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans des délais raisonnables.
5. Chaque Partie veille à ce que les dispositions détaillées à prendre pour informer le public et consulter le public concerné soient arrêtées et rendues publiques. À cet effet, chaque Partie tient compte, selon qu'il convient, des éléments énumérés à l'annexe V.

Article 9

CONSULTATION DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTÉ

1. Chaque Partie désigne les autorités à consulter; il s'agit des autorités qui, du fait des responsabilités particulières qu'elles assument dans le domaine de l'environnement ou de la santé, sont susceptibles d'être concernées par les effets sur l'environnement, y compris sur la santé, de l'application du plan ou du programme.
2. Le projet de plan ou de programme et le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement sont mis à la disposition des autorités visées au paragraphe 1.
3. Chaque Partie veille à ce que les autorités visées au paragraphe 1 aient de manière effective, en temps voulu et le plus tôt possible, la possibilité de donner leur avis sur le projet de plan ou de programme et le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement.
4. Chaque Partie arrête les dispositions détaillées à prendre pour informer et consulter les autorités responsables de l'environnement et de la santé visées au paragraphe 1.

Article 10

CONSULTATIONS CONCERNANT LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES

1. Lorsqu'une Partie d'origine considère que l'application d'un plan ou d'un programme est susceptible d'avoir des effets transfrontières importants sur l'environnement, y compris sur la santé, ou lorsqu'une Partie susceptible d'être touchée de façon importante en fait la demande, la Partie d'origine adresse, dès que possible, avant l'adoption du plan ou du programme, une notification à la Partie touchée.

2. La notification contient notamment:

- a) Le projet de plan ou de programme et le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement, notamment des informations sur les possibles effets transfrontières sur l'environnement, y compris sur la santé, de l'application du plan ou programme; et
- b) Des informations sur la procédure de prise de décisions, y compris l'indication du délai raisonnable fixé pour la communication d'observations.

3. La Partie touchée fait savoir à la Partie d'origine, dans le délai fixé dans la notification, si elle désire engager des consultations avant l'adoption du plan ou du programme et, le cas échéant, les Parties concernées engagent des consultations sur les effets transfrontières probables de ce plan ou programme sur l'environnement, y compris sur la santé, et les mesures envisagées pour prévenir, réduire ou atténuer les effets négatifs.

4. Lorsque de telles consultations sont organisées, les Parties concernées prennent des dispositions détaillées pour veiller à ce que le public concerné et les autorités de la Partie touchée visées au paragraphe 1 de l'article 9 soient informés et puissent donner leur avis dans des délais raisonnables sur le projet de plan ou de programme et le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement.

Article 11

DÉCISION

1. Chaque Partie veille à ce que les décisions concernant les plans ou programmes tiennent dûment compte:

- a) Des conclusions du rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement;
- b) Des mesures envisagées pour prévenir, réduire ou atténuer les effets négatifs déterminés dans le rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement; et
- c) Des observations reçues conformément aux articles 8 à 10.

2. Chaque Partie veille à ce que le plan ou programme tel qu'adopté soit communiqué au public, aux autorités visées au paragraphe 1 de l'article 9 et aux Parties consultées conformément à l'article 10, avec un résumé indiquant [les modalités selon lesquelles les considérations environnementales, y compris celles qui intéressent la santé, ont été intégrées dans le plan ou programme et] les raisons et considérations [pertinentes] [qui ont déterminé le choix du plan ou du programme tel qu'adopté] [~~relatives aux effets probables du plan ou du programme sur l'environnement, y compris sur la santé~~] sur lesquelles s'appuie l'adoption du plan ou du programme [à la lumière des solutions de rechange raisonnables] et la manière dont les observations reçues conformément aux articles 8 à 10 ont été prises en compte.

Proposition de la Suède

Chaque Partie veille, lorsqu'un plan ou un programme est adopté, à ce que le public, les autorités visées au paragraphe 1 de l'article 9 et les Parties consultées conformément à

l'article 10 en soient informés et à ce qu'il [que le plan ou programme] leur soit communiqué, avec une déclaration présentant une synthèse des modalités selon lesquelles les considérations environnementales, y compris celles qui intéressent la santé, y ont été intégrées [ont été intégrées dans le plan ou le programme], de la manière dont les observations reçues conformément aux articles 8 à 10 ont été prises en compte ainsi que des raisons de son adoption [de l'adoption du plan ou du programme] à la lumière des solutions de rechange raisonnables envisagées.

Proposition du Kazakhstan

Chaque Partie veille à ce que le plan ou programme fasse l'objet d'une publication qui doit inclure les raisons, les considérations du public et les conclusions des autorités responsables de l'environnement et de la santé concernant l' (les possibilités d') adoption (ou application) du plan ou du programme.

Article 12

SURVEILLANCE

1. Chaque Partie exerce une surveillance à l'égard des effets importants sur l'environnement, y compris sur la santé, de l'application des plans et programmes, tels qu'adoptés au titre de l'article 11 afin, notamment, de déterminer, à un stade précoce, les effets négatifs imprévus et de pouvoir engager les actions correctrices appropriées.
2. Les résultats de la surveillance exercée sont communiqués, conformément à la législation nationale, aux autorités visées au paragraphe 1 de l'article 9 et au public.

Article 13

POLITIQUES ET LÉGISLATION

1. Chaque Partie s'efforce de veiller à ce que les préoccupations relatives à l'environnement, y compris à la santé, soient prises en considération et intégrées, selon qu'il convient, dans le processus d'élaboration de toute politique ou de tout texte de loi qu'elle envisage d'adopter et qui est susceptible d'avoir des effets importants sur l'environnement, y compris sur la santé.
2. Lors de l'application du paragraphe 1, chaque Partie prend en considération les principes et les éléments pertinents du présent Protocole.
3. Chaque Partie arrête, le cas échéant, les modalités pratiques de la prise en considération et de l'intégration des préoccupations relatives à l'environnement, y compris à la santé, conformément au paragraphe 1, en tenant compte de la nécessité d'assurer la transparence du processus décisionnel.
4. Chaque Partie rend compte à la Réunion des Parties à la Convention siégeant comme Réunion des Parties au présent Protocole des mesures qu'elle prend pour mettre en œuvre le présent article.

Article 14

RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION SIÉGEANT
COMME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE

1. La Réunion des Parties à la Convention fait fonction de réunion des Parties au présent Protocole. La première Réunion des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur du Protocole, et à l'occasion d'une Réunion des Parties à la Convention, si une telle réunion est prévue dans ce délai. Par la suite, les Réunions des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole se tiendront à l'occasion des Réunions des Parties à la Convention, à moins que la Réunion des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole n'en décide autrement.
2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas parties au présent Protocole peuvent assister en qualité d'observateurs aux débats de n'importe quelle réunion des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole. Lorsque la Réunion des Parties à la Convention siège comme réunion des Parties au Protocole, les décisions au titre du présent Protocole ne peuvent être prises que par les Parties audit Protocole.
3. Lorsque la Réunion des Parties à la Convention siège comme réunion des Parties au présent Protocole, tout membre du Bureau de la Réunion des Parties représentant une Partie à la Convention, qui n'est pas, au moment considéré, partie au Protocole, est remplacé par un autre membre élu par et parmi les Parties au présent Protocole.
4. La Réunion des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole suit en permanence l'application du présent Protocole et, en ayant cet objectif présent à l'esprit:
 - a) Examine les politiques appliquées et les démarches méthodologiques suivies aux fins de l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques en vue d'améliorer encore les procédures prévues au titre du présent Protocole;
 - b) Procède à un échange d'informations sur l'expérience acquise dans le domaine de l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques et dans le cadre de la mise en œuvre du présent Protocole;
 - c) Fait appel, lorsqu'il y a lieu, aux services et au concours des organes dont la compétence peut être utile à la réalisation des objectifs du présent Protocole;
 - d) Établit les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires pour la mise en œuvre du présent Protocole;
 - e) Examine et adopte, s'il y a lieu, des propositions d'amendement au présent Protocole;
 - f) Envisage et entreprend toute autre action, notamment sous la forme d'initiatives conjointes au titre du présent Protocole et de la Convention, qui peut se révéler nécessaire aux fins du présent Protocole.

5. Le règlement intérieur de la Réunion des Parties à la Convention s'applique *mutatis mutandis* au titre du présent Protocole, à moins que la Réunion des Parties siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole n'en décide autrement par consensus.
6. La première Réunion des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole examine et adopte les modalités à suivre pour appliquer au présent Protocole la procédure d'examen du respect des dispositions prévue au titre de la Convention.
7. Chaque Partie rend compte à la Réunion des Parties à la Convention siégeant comme réunion des Parties au présent Protocole, à des intervalles fixés par ladite Réunion, des mesures qu'elle prend pour mettre en œuvre le Protocole.

Article 15

RELATIONS AVEC D'AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX

Les dispositions pertinentes du présent Protocole s'appliquent sans préjudice de la Convention de la CEE sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et de la Convention de la CEE sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Article 16

DROIT DE VOTE

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-après, chaque Partie au présent Protocole dispose d'une voix.
2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont parties au présent Protocole. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

Article 17

SECRÉTARIAT

Le secrétariat créé en application de l'article 13 de la Convention assure le secrétariat du présent Protocole et les paragraphes a) à c) de l'article 13 de la Convention relatifs aux fonctions du secrétariat s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Protocole.

Article 18

ANNEXES

Les annexes du présent Protocole font partie intégrante de ce dernier.

Article 19

AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la procédure de proposition, d'adoption et d'entrée en vigueur des amendements à la Convention établie aux paragraphes 2 à 5 de l'article 14 de la Convention s'applique *mutatis mutandis* aux amendements au présent Protocole.
3. Aux fins du présent Protocole, la proportion des trois quarts des Parties requise pour qu'un amendement entre en vigueur à l'égard des Parties qui l'ont ratifié, approuvé ou accepté, est calculée sur la base du nombre de Parties à la date de l'adoption de l'amendement.

Article 20

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les dispositions de l'article 15 de la Convention relatif au règlement des différends s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Protocole.

Article 21

SIGNATURE

Le présent Protocole est ouvert à la signature des États membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des États dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu des paragraphes 8 et 11 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social en date du 28 mars 1947, et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des États souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour les matières dont traite le présent Protocole, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Kiev (Ukraine) du au, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au

Article 22

DÉPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire du présent Protocole.

Article 23

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1. Le présent Protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale signataires.

2. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des États et des organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 21 à compter du
3. Tout État, autre que ceux visés au paragraphe 2 ci-dessus, qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies, peut adhérer au Protocole avec l'accord de la Réunion des Parties au Protocole.
4. Toute organisation visée à l'article 21 qui devient partie au présent Protocole sans qu'aucun de ses États membres n'y soit partie est liée par toutes les obligations qui découlent du Protocole. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont parties au présent Protocole, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations qu'il leur impose. En pareil cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent du présent Protocole.
5. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 21 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite le présent Protocole. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification notable de l'étendue de leur compétence.

Article 24

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Aux fins du paragraphe 1 ci-dessus, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux déposés par les États membres de cette organisation.
3. À l'égard de chaque État ou organisation visé à l'article 21 qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
4. Le présent Protocole s'applique aux plans, programmes, politiques et textes de loi pour lesquels le premier acte préparatoire officiel est postérieur à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole. Lorsque la Partie sous la juridiction de laquelle il est envisagé de mettre en œuvre un plan, un programme, une politique ou un texte de loi est une Partie à laquelle s'applique le paragraphe 3, le présent Protocole s'applique aux plans, programmes, politiques et textes de loi pour lesquels le premier acte préparatoire officiel est postérieur à la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

Article 25

DÉNONCIATION

À tout moment après l'expiration d'un délai de quatre ans commençant à courir à la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le Protocole par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire. Tant qu'elle ne prend pas effet, cette dénonciation ne modifie pas l'application des articles [5] à [9, 11 et 13] du présent Protocole concernant une évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques entreprise au titre du présent Protocole, ou l'application de l'article [10] du présent Protocole concernant une demande qui a été faite.

Article 26

TEXTES AUTHENTIQUES

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Kiev (Ukraine), le ... mai deux mille trois.

ANNEXE I

LISTE DE PROJETS TELS QUE VISÉS AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4

1. Raffineries de pétrole (à l'exclusion des entreprises fabriquant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut) et installations pour la gazéification et la liquéfaction d'au moins 500 tonnes de charbon ou de schiste bitumineux par jour.
2. Centrales thermiques et autres installations de combustion dont la production thermique est égale ou supérieure à 300 mégawatts et centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la conversion de matières fissiles et de matières fertiles dont la puissance maximale n'excède pas un kilowatt de charge thermique continue).
3. Installations destinées uniquement à la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires, au traitement de combustibles nucléaires irradiés ou au stockage, à l'élimination et au traitement des déchets radioactifs.
4. Grandes installations pour l'élaboration primaire de la fonte et de l'acier et pour la production de métaux non ferreux.
5. Installations pour l'extraction d'amiante et pour le traitement et la transformation d'amiante et de produits contenant de l'amiante: pour les produits en amiante-ciment, installations produisant plus de 20 000 tonnes de produits finis par an, pour les matériaux de friction, installations produisant plus de 50 tonnes de produits finis par an et pour les autres utilisations de l'amiante, installations utilisant plus de 200 tonnes d'amiante par an.
6. Installations chimiques intégrées.
7. Construction d'autoroutes, de routes express* et de lignes de chemin de fer pour le trafic ferroviaire à longue distance ainsi que d'aéroports** dotés d'une piste principale d'une longueur égale ou supérieure à 2 100 mètres.

* Aux fins du présent Protocole: Le terme «autoroute» désigne une route qui est spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui: a) sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de la circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens; b) ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons; et c) est spécialement signalée comme étant une autoroute:

L'expression «route express» désigne une route réservée à la circulation automobile, accessible seulement par des échangeurs ou des carrefours réglementés et sur laquelle, en particulier, il est interdit de s'arrêter et de stationner sur la chaussée.

** Aux fins du présent Protocole, la notion d'«aéroport» correspond à la définition donnée dans la Convention de Chicago de 1944, portant création de l'Organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14).

8. Oléoducs et gazoducs de grande section.
9. Ports de commerce ainsi que voies d'eau intérieures et ports fluviaux permettant le passage de bateaux de plus de 1 350 tonnes.
10. Installations d'élimination des déchets: incinération, traitement chimique ou mise en décharge de déchets toxiques et dangereux.
11. Grands barrages et réservoirs.
12. Travaux de captage d'eaux souterraines si le volume annuel d'eau à capter atteint ou dépasse 10 millions de m³.
13. Installations pour la fabrication de papier et de pâte à papier produisant au moins 200 tonnes séchées à l'air par jour.
14. Exploitation minière à grande échelle, extraction et traitement sur place de minerais métalliques ou de charbon.
15. Production d'hydrocarbures en mer.
16. Grandes installations de stockage de produits pétroliers, pétrochimiques et chimiques.
17. Déboisement de grandes superficies.

ANNEXE II

TOUS AUTRES PROJETS VISÉS AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4

1. Projets de remembrement rural.
2. Projets d'affectation de terres non cultivées ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive.
3. Projets d'hydraulique agricole, y compris projets d'irrigation et de drainage de terre.
4. Installations d'élevage intensif (y compris les exploitations avicoles).
5. Premier boisement
6. Déboisement de grandes superficies.
7. Pisciculture intensive.
8. Centrales thermiques et autres installations de combustion dont la production thermique est égale ou supérieure à 300 mégawatts.
9. Centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kilowatt de charge thermique continue. Les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires cessent d'être des installations nucléaires lorsque tous les combustibles nucléaires et tous les autres éléments contaminés par la radioactivité ont été définitivement retirés du site d'implantation).
10. Construction de lignes aériennes de transport d'énergie électrique.
11. Installations industrielles destinées à la production d'énergie électrique, de vapeur et d'eau chaude.
12. Installations industrielles destinées au transport de gaz, de vapeur et d'eau chaude.
13. Stockage aérien de combustibles fossiles et de gaz naturel.
14. Stockage souterrain de gaz combustible.
15. Briquetage industriel de houille et de lignite.
16. Installations pour la gazéification et la liquéfaction d'au moins 500 tonnes de charbon ou de schiste bitumineux.
17. Installations destinées à la production d'énergie hydroélectrique.
18. Installations destinées à l'exploitation de l'énergie éolienne pour la production d'énergie (parcs éoliens).

19. Installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés.
20. Installations destinées à la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires, au traitement de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets hautement radioactifs et autres déchets radioactifs, à l'élimination définitive de combustibles nucléaires irradiés, exclusivement à l'élimination définitive de déchets radioactifs, et exclusivement au stockage (prévu pour plus de 10 ans) de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets radioactifs dans un site différent du site de production.
21. Installations pour le traitement et le stockage de déchets radioactifs.
22. Carrières, exploitations minières à ciel ouvert et tourbières.
23. Exploitation minière souterraine.
24. Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial.
25. Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales.
26. Forages en profondeur (notamment les forages géothermiques, les forages pour le stockage des déchets nucléaires, les forages pour l'approvisionnement en eau), à l'exception des forages destinés à étudier la stabilité des sols.
27. Installations industrielles de surface pour l'extraction du charbon, du pétrole, du gaz naturel et des minerais, ainsi que du schiste bitumineux.
28. Installations d'extraction de l'amiante.
29. Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier.
30. Installations destinées à la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue.
31. Installations destinées à la transformation des métaux ferreux (laminage à chaud, forgeage par martelage, application de couches de protection de métal en fusion).
32. Fonderies de métaux ferreux.
33. Installations destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires selon des procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques.
34. Installations de fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux, à l'exclusion des métaux précieux, y compris les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie, etc.).
35. Installations de traitement de surface des métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique.
36. Construction et assemblage de véhicules automobiles et construction de moteurs pour ceux-ci.

37. Chantiers navals.
38. Installations pour la construction et la réparation d'aéronefs.
39. Construction de matériel ferroviaire.
40. Emboutissage à l'explosif.
41. Installations de calcination et de frittage de minerais métalliques.
42. Cokeries (distillation sèche du charbon).
43. Cimenteries.
44. Installations destinées à la fabrication de verre, y compris de fibres de verre.
45. Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales.
46. Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques (simples ou réfractaires), de carrelages, de grès ou de porcelaines.
47. Installations chimiques intégrées, à savoir les installations prévues pour la fabrication à l'échelle industrielle de substances par transformation chimique, où plusieurs unités sont juxtaposées et fonctionnellement liées entre elles, et qui sont destinées à la fabrication de produits chimiques organiques et d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés); de produits phytosanitaires de base, biocides, de produits pharmaceutiques de base selon un procédé chimique ou biologique ou d'explosifs.
48. Autres installations destinées à la fabrication de produits chimiques ou au traitement de produits intermédiaires.
49. Fabrication de pesticides et de produits pharmaceutiques, de peintures et de vernis, d'élastomères et de peroxydes.
50. Raffineries de pétrole brut (à l'exclusion des entreprises fabriquant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut).
51. Installations de stockage du pétrole, de produits pétrochimiques et de produits chimiques.
52. Industrie des corps gras animaux et végétaux.
53. Conserverie de produits animaux et végétaux.
54. Fabrication de produits laitiers.
55. Brasserie et malterie.
56. Fabrication d'articles de confiserie et de sirops.
57. Abattoirs.

58. Féculeries industrielles.
59. Usines de farine de poisson et d'huile de poisson.
60. Sucreries.
61. Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.
62. Usines destinées au prétraitement ou à la teinture de fibres ou de textiles.
63. Tanneries.
64. Installations de production et de traitement de la cellulose.
65. Fabrication et traitement de produits à base d'élastomères.
66. Installations destinées à la fabrication de fibres minérales artificielles.
67. Installations destinées à la récupération ou à la destruction de substances explosives.
68. Installations pour la production d'amiante et la fabrication de produits à base d'amiante.
69. Installations pour le traitement et la transformation d'amiante et de produits contenant de l'amiante: pour les produits en amiante-ciment, installations produisant plus de 20 000 tonnes de produits finis par an, pour les matériaux de friction, installations produisant plus de 50 tonnes de produits finis par an et pour les autres utilisations de l'amiante, installations utilisant plus de 200 tonnes d'amiante par an.
70. Ateliers d'équarrissage.
71. Bancs d'essai pour moteurs, turbines ou réacteurs.
72. Pistes de course et pistes d'essai permanentes pour véhicules motorisés.
73. Gazoducs ou oléoducs.
74. Canalisations servant au transport de produits chimiques, d'un diamètre supérieur à 800 mm et d'une longueur supérieure à 40 km.
75. Construction de plates-formes de transbordement ferroviaire et intermodal et de terminaux intermodaux.
76. Construction de tramways, métros aériens et souterrains, lignes suspendues ou lignes analogues de type particulier servant exclusivement ou principalement au transport de personnes.

77. Construction d'autoroutes* et de voies rapides** ou d'autres routes, y compris l'alignement et/ou l'élargissement d'une route existante.
78. Construction de ports et d'installations portuaires, y compris de ports de pêche.
79. Construction de voies navigables et ports de navigation intérieure.
80. Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports.
81. Travaux de canalisation et d'intervention en cas d'inondation.
82. Construction d'aéroports et d'aérodromes.
83. Installations pour l'incinération, la valorisation, le traitement chimique et la mise en décharge des déchets toxiques et dangereux.
84. Installations d'élimination des déchets (y compris mise en décharge).
85. Installations pour l'incinération ou le traitement chimique des déchets non dangereux.
86. Stockage de ferrailles, y compris les épaves de véhicules.
87. Sites de dépôt de boues.
88. Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines.
89. Ouvrages servant au transvasement de ressources en eau entre bassins fluviaux.
90. Installations de traitement des eaux résiduaires.
91. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker d'une manière durable ou de façon permanente.

* Aux fins du présent Protocole: Le terme «autoroute» désigne une route qui est spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui: a) sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de la circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens; b) ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation de piétons; et c) est spécialement signalée comme étant une autoroute:

L'expression «route express» désigne une route réservée à la circulation automobile, accessible seulement par des échangeurs ou des carrefours réglementés et sur laquelle, en particulier, il est interdit de s'arrêter et de stationner sur la chaussée.

** Aux fins du présent Protocole, la notion d'«aéroport» correspond à la définition donnée dans la Convention de Chicago de 1944, portant création de l'Organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14).

92. Ouvrages côtiers destinés à combattre l'érosion et travaux maritimes capables de modifier la côte par la construction, par exemple, de digues, de môles, de jetées et d'autres ouvrages de défense contre la mer, à l'exclusion de l'entretien et de la reconstruction de ces ouvrages.
93. Installation d'aqueducs sur de longues distances.
94. Pistes de ski, remontées mécaniques et téléphériques et aménagements associés.
95. Ports de plaisance.
96. Villages de vacances et complexes hôteliers à l'extérieur des zones urbaines et aménagements associés.
97. Terrains de camping et de caravanning permanents.
98. Parcs d'attractions à thème.
99. Projets d'aménagement de zones industrielles.
100. Projets d'aménagement urbain, y compris la construction de centres commerciaux et de parkings.
101. Assèchement de terres gagnées sur la mer.

ANNEXE III

CRITÈRES PERMETTANT DE DÉTERMINER LES EFFETS IMPORTANTS PROBABLES SUR L'ENVIRONNEMENT, Y COMPRIS LES EFFETS SUR LA SANTÉ, VISÉS AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 5

1. Intérêt que le plan ou le programme présente aux fins de la prise en compte des considérations environnementales, y compris celles qui intéressent la santé, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable.
2. Mesure dans laquelle le plan ou le programme concerné fixe un cadre pour l'exécution de projets ou d'autres activités, soit en déterminant le lieu d'implantation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement, soit en leur allouant des ressources.
3. Mesure dans laquelle le plan ou le programme influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé.
4. Problèmes d'environnement, y compris les problèmes de santé, intéressant le plan ou le programme.
5. Caractéristiques des effets sur l'environnement, y compris sur la santé, telles que la probabilité, la durée, la fréquence, le caractère réversible ou non, l'ampleur et l'étendue (zone géographique ou taille de la population susceptible d'être touchée).
6. Risques pour l'environnement, y compris pour la santé.
7. Caractère transfrontière des effets.
8. Mesure dans laquelle le plan ou le programme aura des effets sur des zones précieuses ou vulnérables, y compris des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national ou international.

ANNEXE IV

INFORMATIONS VISÉES AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 7

1. La teneur et les principaux objectifs du plan ou du programme et le lien de ce plan ou programme avec d'autres plans ou programmes.
2. Les aspects pertinents de l'état de l'environnement, y compris la situation sur le plan de la santé, au moment considéré, et leur évolution probable au cas où les dispositions du plan ou du programme ne seraient pas mises en application.
3. Les caractéristiques de l'environnement, y compris les caractéristiques intéressant la santé, là où le plan ou le programme est susceptible d'avoir des effets importants.
4. Les problèmes relatifs à l'environnement, y compris à la santé, existants qui intéressent le plan ou le programme.
5. Les objectifs dans le domaine de l'environnement, y compris en matière de santé, définis au niveau international ou national ou à d'autres niveaux, qui intéressent le plan ou le programme, et la manière dont ces objectifs et d'autres considérations environnementales ont été pris en compte lors de l'élaboration du plan ou du programme.
6. Les effets¹ importants probables sur l'environnement, y compris sur la santé, tels que définis au paragraphe 7 de l'article 2.
7. Les mesures permettant de prévenir, de réduire ou d'atténuer tout effet préjudiciable important que la mise en application du plan ou du programme pourrait avoir sur l'environnement et la santé.
8. Les raisons qui ont présidé au choix des solutions de remplacement envisagées et une description de la manière dont l'évaluation a été entreprise, avec indication des difficultés qui ont été rencontrées – déficiences techniques ou lacunes dans les connaissances, par exemple – lorsqu'il s'est agi de fournir les informations à incorporer.
9. Les mesures envisagées pour suivre les effets sur l'environnement, y compris sur la santé, de la mise en application du plan ou du programme.
10. Les effets importants probables sur l'environnement, y compris sur la santé, à l'échelle transfrontière.
11. Les informations fournies, résumées en termes non techniques.

¹ Ces effets devraient comprendre les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, moyen et long terme, permanents et temporaires, positifs et négatifs.

ANNEXE V

INFORMATIONS VISÉES AU PARAGRAPHE 5 DE L'ARTICLE 8

1. Le plan ou le programme envisagé et sa nature.
2. L'autorité chargée de l'adopter.
3. La procédure envisagée, à savoir:
 - a) La date à laquelle la procédure débutera;
 - b) Les possibilités de participation offertes au public;
 - c) La date et le lieu de toute audition publique envisagée;
 - d) L'autorité à laquelle il est possible de s'adresser pour obtenir les informations pertinentes et le lieu où le dossier d'information pertinent a été déposé pour que le public puisse le consulter;
 - e) L'autorité à laquelle des observations ou des questions peuvent être soumises et le délai fixé pour la communication d'observations ou de questions; et
 - f) Les informations environnementales, y compris les informations sur la santé, intéressant le plan ou le programme envisagé qui sont disponibles.
4. Indication du fait que le plan ou le programme est susceptible ou non de faire l'objet d'une procédure d'évaluation transfrontière.
